

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 15 juin au 19 juin 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Érythrée** : Des entreprises égyptiennes se positionnent pour le développement du port d'Assab
- ❖ **Kenya** : Participation au Sommet du G7 en France
- ❖ **Rwanda** : Forte hausse des subventions sur les engrais

LE CHIFFRE A RETENIR

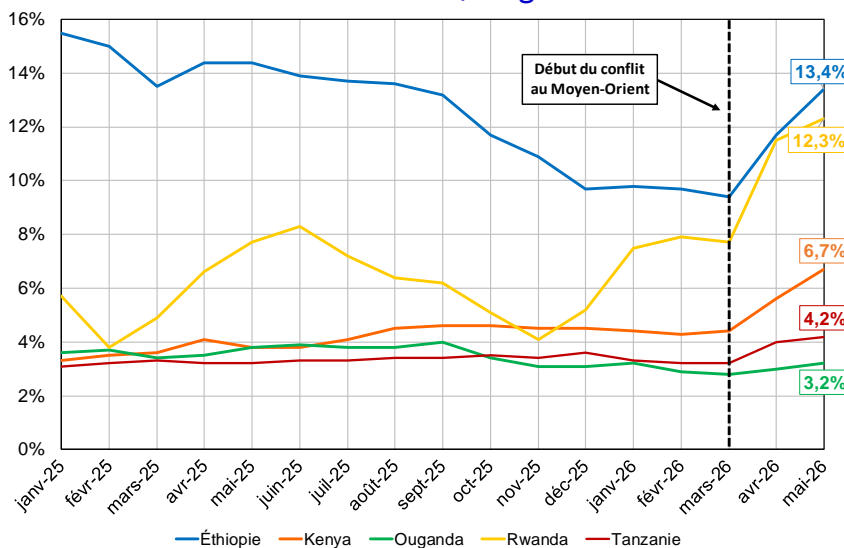
+10,0 %

RWANDA : HAUSSE DU PIB AU T1 2026 EN
GLISSEMENT ANNUAL (APRES +11,2 % AU T4 2025)

Le graphique de la semaine

Afrique de l'Est : évolution de l'inflation

- en %, en glissement annuel -



À la suite du déclenchement du conflit au Moyen-Orient, le 28 février 2026, les perturbations du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz ont entraîné des retards et des difficultés d'acheminement pour de nombreuses cargaisons de pétrole. Cette situation a provoqué une forte hausse des prix de l'énergie, notamment du pétrole, tout en augmentant les coûts de transport ainsi que les primes d'assurance. L'ensemble de ces facteurs a contribué à renchérir le coût des importations. Les pays d'Afrique de l'Est sont particulièrement exposés à ce choc en raison de leur forte dépendance aux importations de produits pétroliers en provenance des pays du Golfe.

Le choc énergétique consécutif au conflit au Moyen-Orient s'est progressivement transmis aux économies de la région, avec une intensité variable selon les pays. Le Rwanda enregistre la plus forte hausse de l'inflation, celle-ci étant passée d'environ +7,7 % en mars à +12,3 % en mai 2026. L'Éthiopie enregistre également une forte accélération de l'inflation, qui atteint +13,4 % en mai 2026. Si cette progression demeure légèrement inférieure à celle observée au Rwanda depuis le déclenchement du conflit, l'Éthiopie reste l'un des pays le plus inflationniste de la région. Le Kenya connaît également une accélération marquée des prix, l'inflation atteignant +6,7 % en mai, portée notamment par le renchérissement de l'énergie et des coûts de transport. La Tanzanie et l'Ouganda semblent, à ce stade, relativement moins affectés par le choc inflationniste régional. Cette résilience pourrait s'expliquer par une transmission plus graduelle de la hausse des prix internationaux de l'énergie, une moindre dépendance aux importations alimentaires, ainsi que par des pressions inflationnistes domestiques plus contenues que celles observées au Rwanda.

BURUNDI

Le budget 2026/27 adopté par le Parlement

Le 13 juin 2026, le Parlement burundais a adopté le budget 2026/27, d'un montant de 2,4 Md USD, en hausse de +33,5 % par rapport au précédent budget. Le texte prévoit 2,3 Md USD de dépenses, financées principalement par les recettes domestiques, les dons et l'emprunt. Les recettes intérieures (hors exonérations) sont ainsi attendues à 1,4 Md USD, contre 1,1 Md USD l'exercice précédent. Ce budget intervient dans un contexte macroéconomique toujours fragile, marqué par une inflation moyenne de +20,8 % en mai 2026 selon l'Institut national des statistiques du Burundi, ainsi que par des contraintes structurelles persistantes : pénurie de devises, difficultés logistiques et déficit d'infrastructures, notamment dans le secteur énergétique, où le taux d'accès à l'électricité n'atteignait que 25,9 % en 2025. Le ministère des Finances table sur une croissance de +5,5 %, soutenue par l'amélioration du financement de l'économie et la progression des exportations minières et agricoles (café, thé, avocat, patchouli). Le FMI demeure plus prudent, anticipant une croissance de +3,9 % en 2026, puis comprise entre +4,0 % et +4,5 % à moyen terme sous réserve de la poursuite des réformes.

COMORES

Lancement par Royal Air d'une liaison aérienne entre Moroni et Dar es Salaam

La compagnie comorienne Royal Air a inauguré le 15 juin une nouvelle liaison aérienne entre Moroni (Comores) et Dar es Salaam (Tanzanie). La ligne sera exploitée à raison de quatre vols par semaine, chaque lundi, mercredi, vendredi et dimanche. Cette nouvelle liaison devrait permettre d'améliorer les connexions aériennes des Comores avec l'Afrique de l'Est. Royal Air a par ailleurs annoncé avoir obtenu l'autorisation d'exploiter des vols vers le Kenya.

DJIBOUTI

3^e port à conteneurs le plus efficace d'Afrique

Djibouti s'est classé troisième port d'Afrique et de la zone mer Rouge/golfe d'Oman, et 53^e mondial sur 400 ports évalués, dans l'édition 2025 de l'Indice de performance des ports à conteneurs (CPPI) de la Banque mondiale. Élaboré conjointement par la Banque mondiale et S&P Global Market Intelligence, le

CPPI évalue l'efficacité des ports à conteneurs selon plusieurs critères opérationnels, dont le temps passé à quai et la rapidité des opérations de manutention. Ce résultat marque un net redressement par rapport à l'édition 2023, où Djibouti avait chuté à la 379^e place mondiale, contre 26^e en 2022, une dégradation que les autorités avaient alors contestée. Cette amélioration est portée par les progrès en matière d'efficacité opérationnelle du terminal à conteneurs de Doraleh, notamment la réduction des temps d'escale des navires.

Hausse des prix du diesel

Djibouti a annoncé, le 11 juin, une hausse du prix du diesel à la pompe, de 205 à 285 FDJ le litre (environ 1,15 à 1,60 EUR), après plus de trois mois de prix inchangés, le gouvernement ayant maintenu les tarifs grâce à un mécanisme de subvention durant la période électorale. Le ministre de l'Énergie a justifié la hausse par la persistance des tensions au Moyen-Orient et leurs effets sur les coûts d'approvisionnement, rendant la subvention difficilement soutenable pour les finances publiques. Le gasoil reste toutefois largement subventionné, son prix réel étant estimé à 450 FDJ (environ 2,5 EUR). Les tarifs de l'essence et du kérosène demeurent inchangés. Pour atténuer l'impact de la hausse, le gouvernement a lancé un dispositif de coupons de réduction destiné aux transporteurs et à certaines activités économiques, notamment les taxis et transports en commun. Les autorités assurent que les réserves nationales couvrent la consommation jusqu'à fin septembre.

ÉRYTHREE

Des entreprises égyptiennes se positionnent pour le développement du port d'Assab

La visite du Président érythréen au Caire a concrétisé les discussions entamées lors du forum d'affaires égypto-érythréen du 16 mai qui a eu lieu à Asmara. À l'occasion de ce forum, Le Caire avait envoyé une importante délégation politico-économique. Les groupes égyptiens Arab Contractors et Elsewedy Electric y ont défendu leur candidature pour participer au développement du port d'Assab, infrastructure stratégique située sur la mer Rouge. Cette initiative intervient alors que l'Éthiopie continue de revendiquer un accès maritime dans la région, faisant de l'Érythrée un partenaire clé de l'Égypte sur ce dossier sensible. La mission conduite par le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty, a abouti à la signature d'un accord de coopération maritime. Celui-ci formalise les

BREVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'océan Indien

engagements pris lors de la visite d'Isaias Afwerki au Caire en octobre 2025, lorsque l'Égypte avait promis de financer et moderniser le port d'Assab en échange d'un accès naval.

ÉTHIOPIE

Introduction d'un système national de récépissés d'entrepôt permettant aux agriculteurs d'accéder à des prêts bancaires

L'Éthiopie a introduit un système national de récépissés d'entrepôt (*Warehouse Receipt System – WRS*). Mis en place par le ministère du Commerce et de l'Intégration régionale, ce mécanisme permettra aux agriculteurs et aux unions de coopératives d'utiliser leurs récoltes stockées dans des entrepôts certifiés comme garantie pour obtenir des prêts bancaires. Les entrepôts agréés délivreront des reçus attestant de la quantité et de la qualité des produits stockés, que les producteurs pourront présenter aux institutions financières pour accéder au crédit. Déjà utilisé dans plusieurs pays africains, ce système devrait renforcer les investissements agricoles et les liens entre producteurs, commerçants et banques.

Légère baisse de la valeur des exportations de café début 2026

Selon l'Organisation Internationale du café (OIC), les exportations de café éthiopien ont connu un recul en avril 2026, dans un contexte de baisse des prix mondiaux de l'Arabica et d'amélioration des perspectives d'approvisionnement. Les expéditions de la catégorie « Other Milds », dont fait partie le café éthiopien, ont diminué de -1,1%, l'Éthiopie et le Guatemala enregistrant ensemble une chute de 26,1 % de leurs exportations. Cette baisse s'explique en partie par un effet de comparaison élevé : en avril 2025, les exportateurs éthiopiens avaient fortement accru leurs ventes pour profiter de prix exceptionnellement élevés. Malgré le recul observé cette année, l'OIC souligne qu'il s'agit du deuxième plus important volume exporté par l'Éthiopie pour un mois d'avril. À l'échelle mondiale, les prix du café ont fléchi grâce à de meilleures perspectives de récolte, notamment au Brésil. Les marchés restent toutefois attentifs aux risques climatiques liés à un possible épisode El Niño, susceptible d'influencer la production future.

Adjudication réussie de 100 M USD de la Banque centrale

La NBE a organisé le 16 juin 2026 une adjudication spéciale de devises d'un montant de 100 M USD. Le

taux marginal s'est élevé à 157,9 ETB pour un dollar, après 159,6 ETB / USD lors de la dernière vente aux enchères le 19 mai, reflétant une légère appréciation du Birr éthiopien. Sur les 16 banques participantes, 8 se sont vues allouer des devises. La vente a attiré des offres d'une valeur totale de 236,3 M USD, soulignant la forte demande en devises étrangères du secteur bancaire éthiopien. La prochaine adjudication spéciale, également de 100 M USD, aura lieu le 24 juin.

KENYA

Family Bank s'introduit à la Bourse de Nairobi

L'Autorité des marchés financiers (CMA) a approuvé le 11 juin 2026 la cotation de Family Bank à la Bourse de Nairobi (NSE) par voie d'introduction, avec un début des transactions prévu le 23 juin 2026. Ce mécanisme permet de coter des actions existantes sans lever de nouveaux capitaux. La banque avait déjà renforcé son bilan en 2025 via un placement privé ayant permis de lever 8 Md KES (61,8 M USD), dépassant son objectif initial de 6,09 Md KES (47,0 M USD). Au prix de référence de 18 KES par action, Family Bank est valorisée à 29,9 Md KES (230,8 M USD), ce qui en fait la 11ème banque cotée par capitalisation boursière sur la NSE. Cette cotation constitue la deuxième opération majeure sur le marché des actions en 2026, après l'introduction en bourse de la Kenya Pipeline Company (KPC) en mars. Family Bank compte plus de 1,3 million de clients répartis dans 96 agences couvrant 32 comtés.

Participation au Sommet du G7 en France

Le Président William Ruto a représenté le Kenya au [Sommet du G7](#) à Évian, France, du 15 au 17 juin 2026, dans le prolongement du Sommet Africa Forward à Nairobi en mai avec Président Emmanuel Macron. Lors des sessions G7+, il a plaidé en faveur d'un partenariat économique fondé sur l'investissement plutôt que sur l'aide, soulignant le coût élevé du financement auquel restent confrontés les pays africains. Il a notamment appelé à un recours accru aux mécanismes de garantie et de partage des risques, en s'appuyant sur l'ATIDI (African Trade & Investment Development Insurance), afin de mieux mobiliser l'épargne institutionnelle africaine, estimée à près de 4 000 Md USD. Les conclusions du sommet ont accordé une place importante aux priorités défendues par le Kenya et plusieurs partenaires africains, notamment la réforme de l'architecture financière internationale, le financement mixte, la transformation locale des minerais critiques et le développement des

infrastructures via le PGII (Partnership for Global Infrastructure and Investment) et Global Gateway.

Lancement d'un programme obligataire « bleu-vert »

Lors de la 11e *Our Ocean Conference*, tenue à Mombasa le 17 juin 2026, les gouverneurs des comtés côtiers (Mombasa, Kwale, Lamu, Tana River et Taita Taveta) ont signé une déclaration lançant le Kenya Blue-Green Bond Programme, conçu pour mobiliser des financements destinés à la pêche, l'aquaculture, les infrastructures maritimes, le tourisme côtier, la conservation marine et la résilience climatique, les comtés cherchant des financements pour libérer le potentiel de croissance et d'emploi de l'économie bleue. La déclaration a institué un comité technique chargé de superviser la conception, la gouvernance et la mise en œuvre de l'obligation, avec pour objectif une émission avant fin 2026. En marge de la conférence, Irungu Waggema, directeur Stratégie, Risque et Conformité à la Bourse de Nairobi, a indiqué que la transaction est structurée autour de projets finançables liés à l'économie bleue, impliquant les comtés côtiers, la Kenya Ports Authority et les chaînes de valeur associées. Le programme devrait constituer la première tranche d'un programme d'émissions estimé à 300 M USD (38,8 Md KES). Une fois émise, cette obligation placerait le Kenya aux côtés des Seychelles, de la Namibie et du Gabon parmi les pays africains ayant recours aux obligations bleues.

Publication d'un rapport sur les transferts de fonds

Le Bureau national des statistiques du Kenya (KNBS), la Banque centrale du Kenya (CBK) et FSD Kenya ont publié conjointement le 16 juin 2026 [un rapport sur l'enquête 2025 sur les transferts de fonds des ménages](#). L'enquête a suivi les flux transfrontaliers formels et informels de juin 2024 à mai 2025. Les transferts entrants ont atteint 931,8 Md KES (7,2 Md USD), dont 91 % en transferts d'argent et 9% en biens en nature — principalement vêtements et électronique. Les États-Unis sont le principal bénéficiaire (43,5 % du total), suivis de l'Allemagne et de l'Australie. Les canaux formels représentaient 92,1 % des transferts, répartis entre banques commerciales (43,7 %) et banque mobile (33,2 %). Les transferts sortants s'élevaient à 40,5 Md KES (313 M USD), dont 89,5 % en espèces, l'éducation motivant plus des deux tiers des dépenses, notamment en Turquie et aux États-Unis. L'enquête révèle que 22,3% des ménages dépendaient des transferts comme revenu principal, 42,3 % comme complémentaire et 36,4 % comme additionnel. Cette

forte dépendance limitait l'investissement à long terme, seuls 6,5 % des fonds étant orientés vers des instruments de création de richesse comme les titres.

MADAGASCAR

Un financement de 90 M USD pour la nutrition approuvé par le CA de la Banque mondiale

Dans un communiqué publié le 8 juin 2026, la Banque mondiale a annoncé un financement additionnel de 90 M USD pour le principal programme de nutrition à Madagascar. Cet appui intervient dans le cadre du Programme d'amélioration des résultats nutritionnels, lancé en 2017. L'objectif de ce soutien est de lutter contre les retards de croissance chez les jeunes malgaches et d'améliorer la santé des populations les plus vulnérables du pays. Le financement est réparti entre l'Association internationale de développement qui apporte 80 M USD, et le Mécanisme de financement pour les femmes, les enfants et les adolescents qui subventionne 10 M USD. Des progrès ont été enregistrés à Madagascar, la prévalence nationale du retard de croissance est passée de 42 % en 2018 à 37 % en 2025 (avec des taux descendant jusqu'à 19 % dans certaines régions soutenues par le programme). Cependant, dans certaines régions du sud et du sud-est du pays, le retard de croissance touche toujours 47 % des enfants.

La taxe sur les véhicules à moteur (TVM) suspendue par le gouvernement

Le ministre de l'Économie et des Finances, Ramiarison Herinjatovo, a annoncé la suspension de la taxe sur les véhicules à moteur (TVM), initialement incluse dans la Loi de finances initiale (LFI) 2026, adoptée en novembre 2025, et initialement confirmée et un communiqué de la Direction générale des impôts (DGI) du 9 juin. Elle rappelait la mise en vigueur de la loi et indiquait que les propriétaires de véhicules motorisés devaient s'acquitter de cette taxe avant le 15 juillet 2026, pour un impact fiscal attendu de 2 Md MGA (414 500 EUR). Le montant de la taxe variait selon les caractéristiques du véhicule et seules quelques exceptions protégées par les conventions internationales n'étaient pas concernées. Face à la contestation croissante dans l'opinion publique, le gouvernement a annoncé la suspension de la mesure. Le ministre de l'Économie et des Finances précise que cette taxe figurait déjà dans le projet de loi de finances 2026 élaboré sous le précédent gouvernement et que sa suppression sera proposée lors de l'examen de la Loi de finances rectificative (LFR).

MAURICE

Une production d'électricité dominée majoritairement par les énergies fossiles

Selon Statistics Mauritius, la production d'électricité a augmenté de +3,9 % en 2025, pour atteindre 3 551,6 GWh. Le mix électrique demeure largement dominé par les sources non renouvelables, qui représentent 82,2 % de la production, contre 17,8 % pour les énergies renouvelables. Le Central Electricity Board (CEB), opérateur public du secteur de l'électricité, a assuré 54,1 % de la production nationale, contre 45,9 % pour les producteurs indépendants. Les ventes d'électricité ont également progressé de +4,7 %, pour s'établir à 3 069,8 GWh. En 2025, le pic de demande d'électricité a été de 567,9 MW pour l'île Maurice, atteint en février, et de 9,5 MW pour l'île de Rodrigues, atteint en mars. Pour mémoire, le gouvernement mauricien vise à porter la part des énergies renouvelables à 60 % du mix électrique d'ici 2035, conformément aux orientations du Renewable Energy Strategic Plan 2025-2030.

OUGANDA

La Banque centrale limite les retraits d'espèces pour digitaliser l'économie

Le 29 mai, la Banque d'Ouganda a annoncé, par une directive adressée aux banques, la mise en place de seuils de retrait quotidien d'espèces. Applicables à partir du 1er janvier 2027, ils seront de 50 M UGX (11 650 EUR) pour les particuliers et 500 M UGX (116 400 EUR) pour les entreprises, avec un plafond hebdomadaire équivalent à cinq jours de retrait. Cette mesure apparaît comme une première étape symbolique, du fait de plafonds toujours relativement élevés. Elle vise à orienter progressivement l'économie vers des modes de paiement digitaux et à faire reculer la part des espèces. Les objectifs sont multiples : amélioration de la traçabilité des paiements, lutte contre la fraude et réduction des risques sanitaires liés à la circulation des espèces, alors que les coûts associés à l'usage du numéraire sont estimés à 2 % du PIB. Cette accélération de la digitalisation des paiements renforce toutefois les enjeux de cybersécurité pour le secteur bancaire.

Inauguration de la construction d'un nouvel aéroport international

Le 5 juin 2026, le Président ougandais Yoweri Museveni a inauguré la construction du futur aéroport international de Kidepo, à l'extrême nord-est du pays. Il était accompagné de la délégation de la Chambre de commerce de l'émirat de Sharjah, aux Emirats arabes unis, qui finance ce projet, estimé à 72 M USD. Cette inauguration, conjuguée à l'opérationnalisation prochaine de l'aéroport international de Kabalega, dans le district d'Hoima, illustre l'accélération récente de l'action du gouvernement dans le développement de nouvelles infrastructures aéroportuaires. Avec actuellement 1,3 M de visiteurs par an, l'objectif affiché est de développer le tourisme en incluant l'ensemble du territoire. La modernisation d'aérodromes régionaux fait également partie de la stratégie gouvernementale pour faciliter le transport interne. La première échéance visée est la Coupe d'Afrique des Nations en 2027. A terme, le pays ambitionne de se positionner comme un acteur régional majeur du transport aérien.

RWANDA

Forte hausse des subventions sur les engrais

Lors de la présentation du budget national 2026/27 au Parlement, le 11 juin 2026, le ministre des Finances et de la Planification économique, Yusuf Murangwa, a annoncé une augmentation significative du programme de subvention des engrais, portant l'allocation à 64 Md RWF (44,3 M USD), contre 39 Md RWF (27,0 M USD) lors de l'exercice précédent, soit une hausse de +64,1 %. Cette hausse vise à soutenir les agriculteurs face à la hausse des prix mondiaux et aux risques de perturbations de l'approvisionnement liés au conflit au Moyen-Orient. Cette subvention étendue a été présentée comme l'un des principaux moteurs de la croissance du budget du Rwanda, désormais fixé à 7 796,3 Md USD (5,4 Md USD), soit une augmentation de +12,1 % par rapport à l'exercice budgétaire précédent.

Hausse de +10,0 % du PIB au T1 2026

Selon le National Institute of Statistics of Rwanda, l'économie rwandaise a progressé de +10,0 % au 1er trimestre 2026 en glissement annuel (après +11,2 % au trimestre précédent). Le secteur des services est resté le principal moteur de la croissance, avec une hausse de +7,0 % et une contribution de +3,9 pts à la croissance du PIB, soutenu par les progrès enregistrés dans le commerce de gros et de détail (+11 %), les

transports (+11 %), l'information et la communication (+22 %), les services financiers (+11 %) et les activités administratives et de soutien (+20 %). En revanche, l'hôtellerie et la restauration ont reculé de +16 %, tandis que les services de santé ont chuté de +18 %. Le secteur agricole a progressé de +8 %, la production de cultures vivrières ayant augmenté de +3 % et celle des cultures d'exportation ayant bondi de +39 %. L'industrie a progressé de +13 %, tirée par les industries extractives (+20 %), la construction (+11 %) et l'industrie manufacturière (+15 %). Au sein de l'industrie manufacturière, les produits métalliques, les machines et les équipements ont bondi de +52 %, tandis que les produits minéraux non métalliques ont augmenté de +57 %.

SOMALIE

Établissement de liaison maritime directe avec la Turquie

Les autorités du port de Mogadiscio ont annoncé l'établissement d'une première liaison maritime directe entre la Turquie et la Somalie. Le lancement de ce service a été marqué par l'arrivée d'un navire de la compagnie turque Akkon Lines. Selon un responsable du port, ce nouveau service fait partie d'efforts visant à améliorer la connectivité du port, à accélérer l'acheminement des marchandises et à renforcer l'efficacité des chaînes d'approvisionnement du pays.

SOUDAN

Certification par la société SWIFT de la société EBS

La Banque centrale du Soudan (CBOS) a annoncé que la société « Electronic Banking Services » (EBS), filiale de la CBOS, a été officiellement certifiée par la société SWIFT en tant que fournisseur de services de messagerie financière et de transferts de fonds SWIFT. Il s'agit de la première accréditation d'un bureau de services SWIFT au Soudan, qui pourrait permettre la

réduction des coûts d'utilisation de ces services par les banques locales.

La Banque centrale exige le dépôt de 200 kg d'or pour l'obtention d'une licence d'importation de carburant

Dans un contexte de pénurie de carburants, la Banque centrale du Soudan (CBOS) a émis une directive exigeant des entreprises importatrices de carburant qu'elles déposent 200 kg d'or afin d'obtenir des licences d'importation. L'objectif de cette mesure est de limiter les manipulations et d'alléger la pression sur les réserves de devises étrangères. Elle vise également à garantir que les opérations d'importation soient adossées à de véritables ressources économiques. Cependant, des experts ont souligné que la nouvelle directive pourrait favoriser le monopole de l'importation de carburants par un nombre limité de grands importateurs.

TANZANIE

Les réserves d'or de la Banque centrale atteignent 27,5 tonnes

Dans le cadre du programme d'achat domestique d'or, les réserves aurifères de la banque centrale tanzanienne, la Bank of Tanzania (BoT), ont atteint ce 10 juin les 27,5 tonnes, soit une valeur de 3,8 Md USD. Le programme a été lancé lors de l'exercice budgétaire 2022/23. Il permet aux producteurs tanzaniens de vendre leur or directement à la banque centrale, à des prix compétitifs alignés sur les cours internationaux. L'objectif est d'augmenter la part de l'or dans les réserves de change du pays et d'en renforcer la soutenabilité. Le programme s'inscrit dans une stratégie nationale plus large visant à réduire la dépendance à l'emprunt extérieur comme principale source de réserves de change. Il a également pour objectif de contribuer à l'indépendance financière du pays via ses ressources naturelles, notamment minières. La Tanzanie est le 5^e producteur d'or du continent africain et le 16^e mondial.